

### Stopper Macron et offrir d'autres perspectives

Ce gouvernement entend détruire l'ensemble des droits sociaux, pour satisfaire les intérêts des milieux d'affaires. Tous les moyens sont bons : répression antisyndicale et de la jeunesse, mise au pas des personnels, renforcement de l'Etat policier, ordonnances. Il s'agit de remplacer les valeurs de droit collectif et de solidarité, par l'individualisme roi et la concurrence de touTEs contre touTEs. Femmes, jeunes, précaires et sans emploi, retraité.e.s, immigréEs... sont les premierEs touchéEs par l'ensemble des contre-réformes déjà décidées. Mais la densité et la gravité des attaques prétendent conforter pour longtemps une société inégalitaire, démanteler les services publics, l'école, la santé, la SNCF... et casser la Fonction publique et les cheminotEs dont les destins sont liés.

#### L'urgence : combattre ces régressions...

Pour l'instant, Macron et son gouvernement ont réussi à imposer certaines contre-réformes, et ils veulent continuer ! Pour cela, ils usent du "dialogue social", convoquant les syndicats à des réunions où les principales régressions sont déjà décidées. Et ceux-ci, au lieu de caractériser cette politique et mobiliser sans tarder, ont accepté ce jeu de dupes.

Pourtant des luttes déterminées peuvent changer la donne : Notre-Dame-des-Landes, les millions de femmes en grève le 8 mars en Espagne, les secteurs précarisés comme le nettoyage (Onet) et l'hôtellerie... et espérons-le, les cheminotEs ! Encore faut-il tout faire pour !

*Émancipation* propose de partir de cette réalité, de rompre avec le "dialogue social" et dégager une perspective de combat contre ces politiques au service du capitalisme.

#### Bac et lycée : retrait total !

Suite à une proposition d'Émancipation, dans son texte "Action" le congrès du SNES national qui vient de se clore indique justement : *"L'objectif du SNES-FSU est de se mobiliser pour le retrait des réformes du baccalauréat et du lycée"*. En effet, en plus d'alourdir la charge de travail des personnels et d'organiser de manière différente la sélection à l'entrée de l'université..., celles-ci visent à casser les diplômes nationaux (le bac comme simple diplôme local), à entraver la poursuite d'études des jeunes des classes populaires et à les livrer à la précarité et à l'exploitation. Mais aussi à supprimer des dizaines de milliers d'emplois dans les lycées, et à terme à menacer les garanties statutaires. Il s'agit donc non pas de lancer deux ou trois journées d'action dans l'année, mais de préparer les conditions pour la grève jusqu'au retrait :

- il n'y a rien à discuter dans ces projets, boycott des "concertations" !
- construire l'action à partir des établissements, en lien avec les lycéENEs, étudiantEs, parents d'élèves, sur des revendications claires : retrait des projets, créations de toutes les places nécessaires à l'Université, etc.

#### ... et en même temps porter une perspective de rupture anticapitaliste, dans l'école et la société

Dans l'école, les politiques appliquées depuis les années 2000 veulent formater toujours plus les jeunes aux besoins du patronat, via les "compétences", le "socle commun", l'orientation et la sélection. C'est pourquoi les revendications immédiates : **abrogation de toutes les mesures visant à soumettre l'école aux exigences du patronat et ses personnels à une logique managériale, amélioration des conditions de travail (effectifs, dédoublements, salaires...)** doivent s'articuler avec des revendications alternatives.

Face à un système éducatif de plus en plus inégalitaire, il faut aussi porter la perspective d'**une école laïque, émancipatrice, égalitaire et démocratique, sans hiérarchie entre les savoirs**, formant des esprits libres et critiques, sans orientation précoce. Tout jeune doit pouvoir développer l'ensemble de ses potentialités dans tous les domaines, et pas seulement être formaté pour son avenir professionnel. Cela suppose les moyens nécessaires, une liberté pédagogique permettant des pratiques fondées sur la coopération, la perspective de l'unification entre les enseignements. Une telle école ne peut être que laïque : il faut donc abroger toutes les lois anti-laïques qui financent le privé (loi Debré de 1959...) et nationaliser l'enseignement privé.

#### *Une telle école doit accompagner un changement de société.*

Faire vivre cette alternative, c'est porter la perspective d'une rupture avec le capitalisme et ses institutions, nationales, européennes et internationales.

**Cela doit se traduire par des revendications unifiantes**, sur la base des statuts les plus favorables :

- défense des salaires : abrogation des jours de carence, fin du blocage et **augmentations uniformes** (400 euros pour toutEs, SMIC à 1700 euros net).

Le pouvoir entend mettre en place le dispositif "Action publique 2022" dans la Fonction Publique : développement du contrat contre le statut, individualisation des salaires, casse des commissions paritaires, privatisations... aucune "concertation" pour l'appliquer n'est acceptable !

- **défense des retraites** : abandon de la hausse de la CSG, retour à la retraite à 60 ans - 37,5 annuités maximum - 75% du dernier salaire.

- Dans l'enseignement, la **"masterisation"** catastrophique doit être abrogée, pour revenir à un recrutement au niveau licence suivi d'une formation payée en deux ans, comme élève fonctionnaire, débouchant sur un master, avec un pré recrutement dès la première année de Licence.

- contre la précarité, arme centrale pour le capitalisme, un statut pour tous les personnels, y compris de vie scolaire (AED) qui le souhaitent. Cela implique d'unir titulaires et précaires : **aucun licenciement, titularisation immédiate de toutEs les non titulaires sans condition de concours ni de nationalité, arrêt du recrutement hors statut.**

**Le SNES a un rôle important pour imposer ces ruptures mais, pour cela, il faut lui donner une autre orientation.**

Pour que les personnels se syndiquent et se réapproprient leur syndicat :

- ✓ *construisons l'unité dans les luttes, par l'auto-organisation dès la base pour organiser la lutte (AG intersyndicales)... et non pas par des accords de sommet dans des intersyndicales qui égrènent des "journées d'action" sans lendemain au lieu de construire un rapport de force à la hauteur des agressions gouvernementales...*
- ✓ *en œuvrant à la convergence des luttes, à la popularisation et au soutien politique et financier aux secteurs en grève...*
- ✓ *touTEs les travailleurEs ont les mêmes intérêts au-delà des frontières : liberté de circulation et d'installation ! Cela commence par le retrait du projet de réforme Collomb, la régularisation pour touTEs les sans-papiers, l'abrogation des accords honteux contre les migrantEs, et leur accueil dans des conditions satisfaisantes. La lutte contre le racisme et pour l'égalité des droits dans tous les domaines est la réponse à la division qu'orchestrent le gouvernement et les forces réactionnaires. Et aussi soutenir la lutte des peuples opprimés (Palestine, Kurdistan...), celle des syndicalistes, progressistes, laïques... face aux dictatures comme en Syrie, en Turquie...*
- ✓ *l'égalité des droits, c'est aussi l'égalité entre femmes et hommes, et les droits des LGBTI. Le SNES doit participer pleinement, en partant des lieux de travail, à la lutte émancipatrice des femmes pour défendre leurs droits et combattre les violences sexistes, ainsi que les fermetures de centaines de centres de planning et de maternités.*
- ✓ *la défense intransigeante des libertés : il faut renforcer ou impulser des cadres unitaires pour combattre la répression des mouvements sociaux et notamment celui de la jeunesse.*

*Ce syndicalisme, qui joue son rôle de défense, de résistance et de construction d'alternatives, ne se construira pas sans vous : nous vous appelons à y participer, en commençant par voter et faire voter pour cette orientation et en la faisant connaître, afin qu'elle soit défendue dans les instances du SNES, comme sur le terrain.*

## **VOTEZ ÉMANCIPATION**

Pour tout contact avec notre tendance, pour s'abonner à notre revue **L'Émancipation syndicale et pédagogique** :  
[er@emancipation.fr](mailto:er@emancipation.fr)